

Les crédits

que nos enfants sont notre ressource la plus importante et notre gouvernement tient toujours aux garderies.

Nous sommes aussi profondément conscients des besoins des familles à faibles revenus. C'est pourquoi nous allons consacrer 2,3 milliards de dollars à mettre en oeuvre des mesures fiscales intéressant les enfants, dont 90 p. 100 vont profiter aux Canadiens à revenu modéré et faible. Près de un million et demi de familles vont recevoir de l'aide au titre des frais de garde de leurs enfants.

Nous maintenons aussi la Caisse d'aide de 100 millions de dollars pour des projets spéciaux en matière de garde d'enfants afin d'encourager la création de programmes novateurs dans ce domaine.

Les 200 millions de dollars que nous avons consacrés l'an dernier au RAPC, le Régime d'assistance publique du Canada, et les 20 p. 100 que nous y avons ajoutés cette année pour aider les Canadiens dans le besoin témoignent aussi de notre engagement envers la garde d'enfants et prouvent que nous voulons vraiment veiller à ce que les moins bien nantis bénéficient le plus de l'aide du gouvernement.

[Français]

Le niveau de la dette est suffisamment élevé pour nous obliger à prendre la difficile décision de procéder plus lentement à l'application d'une troisième mesure qui avait été décidée, celle d'augmenter sans tarder le nombre de places dans les garderies du pays.

Nous n'avons pas renoncé à nos engagements en matière de garde d'enfants, loin de là! D'ici la fin de notre mandat, nous aurons fait ce qu'il faut pour atteindre tous nos objectifs dans ce domaine.

[Traduction]

Le premier ministre (M. Mulroney) a réitéré aujourd'hui cet engagement à la télévision nationale.

Permettez-moi de dire deux ou trois mots au sujet de la motion proposée aujourd'hui par le député de Cape Breton—Richmond—Est (M. Dingwall). Il est dit dans cette motion que le budget mine tous les programmes sociaux du Canada. Il est difficile de comprendre ce que cela veut dire au juste. Si le député en a l'occasion au cours de la période des questions et des observations, il devrait clarifier cette allégation.

L'opposition semble croire qu'en veillant à ce que nos programmes sociaux viennent surtout en aide à ceux qui en ont le plus besoin, nous allons détruire les principes sous-tendant ces programmes et nous attirer la désapprobation générale. En fait, c'est exactement ce qu'a prétendu tout à l'heure le député de Winnipeg. Pareille affirmation est absurde. Cela voudrait dire que si nous ciblons les programmes sociaux uniquement sur ceux qui en ont besoin, les Canadiens qui n'en bénéficient pas leur retireraient leur soutien.

Il y a au moins deux exemples de programmes appuyés par les Canadiens au moment où je vous parle qui démentent sur cette théorie. Le Supplément de revenu garanti et le Crédit d'impôt pour enfants sont conçus pour aider les Canadiens à bas revenus. Tous deux reçoivent l'appui convaincu non seulement des bénéficiaires mais de tous les Canadiens, or, les députés d'en face demandent que ces programmes soient modifiés de façon à verser des prestations égales aux riches.

J'invite les députés et les Canadiens en général à se pencher sur les observations du député de Winnipeg, qui trouve absolument injuste de cibler les prestations. Que ferait-il dans le cas du Supplément de revenu garanti? Que ferait-il dans le cas du Crédit d'impôt pour enfants? Quelle position adopte le Nouveau Parti démocratique quand il s'agit d'aider au maximum ceux qui en ont le plus besoin? Voilà, monsieur le Président, la position adoptée par les députés d'en face quand il s'agit de demander à ceux qui ont les moyens de payer de porter une part plus lourde du fardeau.

La réalité, c'est que ces deux partis sont prisonniers du passé, incapables de reconnaître les réalités nouvelles de 1989, incapables d'exposer franchement aux Canadiens les mesures qu'ils proposeraient pour s'attaquer au fardeau de la dette nationale; ils sont disposés à continuer d'entasser les déficits, à surcharger les jeunes Canadiens d'une dette qui les empêchera plus tard de progresser.

Des voix: Bravo!

M. Beatty: Depuis une semaine, on entend beaucoup parler de compassion pendant la période des questions et dans les débats de la Chambre des communes. On nous parle d'équité. On nous parle de préoccupations. Quelle compassion les députés d'en face ont-ils envers les jeunes Canadiens appelés à faire les frais de la dette accumulée par des gouvernements irresponsables et par des